

**Point 01:** Budget primitif 2019 – Budget principal – Budgets annexes – Autorisations de programmes et crédits de paiements – Dispositions budgétaires et comptables

**Intervention : Mireille PERNOT (Rezé)**

Madame la présidente, chers collègues,

Avant d'évoquer le budget primitif 2019 à proprement dit, il me paraît indispensable de parler des circonstances dans lequel celui-ci est voté. Si nos décisions concernent la métropole, nous ne sommes pas un îlot protégé des vagues créées par les différentes réformes nationales.

Depuis plusieurs mois, toutes les semaines sur des ronds-points, dans les rues, des dizaines de milliers de nos concitoyens demandent plus de justice fiscale, plus de justice sociale. Ils se sentent, à juste titre, les oubliés de la « startup nation ». Depuis des décennies, pas à pas, loi après loi, les Gouvernements ont privatisé et organisé le démantèlement des services publics.

Fermetures de gares, de bureaux de poste, de services préfectoraux, de tribunaux et même d'hôpitaux ont créé de véritables déserts Républicains, sans aucun interlocuteur à qui parler. Seules oasis subsistants, les mairies ! Le président l'a d'ailleurs bien compris en allant à la rencontre des Maires dans le cadre du Grand Débat, se sont peut-être eux (les élus locaux) « les premiers de cordée ».

Sans préjuger du résultat final du Grand Débat National, les élus communistes s'interrogent quant aux premières réponses faites à cette crise sociale et institutionnelle. Choisir en premier lieu, une pseudo revalorisation salariale exclusivement financées par le budget de l'État, pour ensuite, écrire aux français et leur demander quels services publics ils souhaiteraient voir supprimer en priorité... est-ce vraiment cela que les français attendent ?

Encore mieux, cette semaine, n'arrivant pas à régler le problème politiquement, les députés de la majorité ont voté une loi sécuritaire de circonstance limitant le droit de manifestation, mais où va-t-on ? Si seulement, on avait la même véhémence pour lutter contre la fraude fiscale en traquant les délinquants en col blanc et la même promptitude pour élaborer des lois contre l'évasion fiscale. Les problèmes budgétaires de l'Etat seraient bien différents.

Peut-être même que Pascal Bolo, ne nous proposerait pas ce jour, d'inscrire au budget, une provision de 3M€ de reprise dans le cadre de la « contractualisation avec l'Etat ». On peut rêver, ça permet d'avancer et c'est bien ce que nous proposons avec ce budget 2019.

Avancer, tout d'abord avec un très haut niveau d'investissement, 441M€ de crédits tous budgets confondus, ce niveau d'investissement est sans précédent dans l'histoire de la métropole. A contre-

courant des politiques ultra-libérales imposées par la gouvernance Européenne actuelle, nous investissons ici pour préparer l'avenir et rappelons le, car c'est essentiel, ces investissements utiles participent fortement à la dynamique économique de notre territoire. S'ils sont bons pour l'emploi, ils le sont aussi pour réduire les inégalités ou encore, traduisent notre volonté de réduire notre dépendance aux énergies carbonées dont la raréfaction et le prix n'offrent guère de perspectives.

A ce titre la politique de l'Habitat porté par Nantes Métropole est très importante, la rénovation et la production de logements sociaux doit continuer à nous mobiliser. Effet, la part des dépenses contraintes par le logement sur le budget des ménages ne cesse de croître du fait de la hausse du marché immobilier, des loyers mais aussi du prix de l'électricité, du gaz et de l'ensemble des autres charges liées à l'habitation. L'ambition d'une métropole « ZERO PASSOIRE ENERGETIQUE » se concrétise avec les dispositifs d'amélioration du parc privé (1,9M€ avec les subventions de l'ANAH), des aides à la réhabilitation énergétique des logements sociaux (4,5M€) et d'un dispositif de lutte contre la précarité énergétique. Ces dispositifs sont d'intérêt général, de santé et de justice sociale, car ce sont toujours les plus modestes qui subissent le plus durement la mauvaise isolation des logements ou encore l'éloignement des lieux de travail.

Le budget annexe des Transports devrait atteindre les 210 M€. Nous le savons les attentes sont grandes et les besoins aussi. Pour cette année, il nous faut financer l'acquisition de nouveaux bus articulés, mettre en service des premiers Busways électriques plus longs. A l'avenir également l'achat de nouvelles rames de tramways offrent plus de places et de confort, mais également financer la desserte de l'Île de Nantes. Tout ça en gardant une tarification accessible pour tous.

Facteurs essentiels de l'aménagement du territoire, ces investissements structurant viennent en appuis et en cohérence avec la politique d'attractivité de la Métropole visant à faire progresser l'activité économique au service de l'emploi. Le déménagement du MIN au sein d'un pôle d'activité agroalimentaire est bien évidemment à souligner et au vu des réactions positives d'acteurs du secteur avant même son ouverture. Favoriser l'emploi, c'est aussi aider les personnes les plus éloignées de l'emploi à retrouver un travail. Je ne reviendrai pas sur les désengagements de l'Etat en la matière, mais une fois le train des réformes s'ouvre à nous un grand chantier afin d'élargir notre action en faveur de l'insertion économique.

La stratégie budgétaire adoptée permet de dégager un niveau d'investissement à la hauteur des attentes des habitants, de faire face aux baisses de dotations même déguisées, tout en conservant une situation financière tout à fait saine. Pour les communistes, malgré les mauvais coups et la résignation de certains, nous devons rester unis et continuer à la porter haut et fort les valeurs de solidarité et de progrès qui sont le fondement de notre majorité.

Je vous remercie de votre attention.